

AIMONS LA PHILOSOPHIE. ELLE EST REMÈDE À LA PAUVRETÉ POLITIQUE, MÈRE DE LA BONNE GOUVERNANCE, GARDIENNE DE LA VIE CONVIVIALE EN SOCIÉTÉ

Introduction

Élie P. NGOMA-BINDA,
Professeur.
Université de
Kinshasa.
Membre du Conseil
de Rédaction de
Congo-Afrique.
bindadekin@
gmail.com

Quiconque affirme l'inutilité de la philosophie manque de comprendre ce qu'elle est en vérité, en plus de ne point savoir réfléchir en profondeur sur les réalités sociales de l'existence humaine. Sans doute, le philosophe n'arrive-t-il pas, par omission ou par fausse route¹, à faire connaître et valoir la place de la pensée profonde dans l'organisation de la vie en société, et ainsi la faire échapper aux aperceptions superficielles ou erronées, qui ne peuvent qu'être pessimistes, fragiles et destructives.

Je sais qu'il y a un genre de philosophie évoluant visiblement sur une fausse pente de la route, un genre qui est particulièrement et légitimement détestable : c'est la philosophie métaphysique exclusivement abstraite, qui parlerait universel, procédant de l'analyse contemplative des êtres universels impalpables les plus éloignés possibles des préoccupations immédiates concrètes de l'existence humaine présumées non universelles et non universalisables. Mais il y a un autre genre, digne d'être aimé parce que se rendant clairement proche ou profondément concerné par la situation de l'homme en peine et en larmes, et se souciant de lui être efficacement utile dans son existence sociale terrestre.

Je saisis ici le dédain clairement exprimé, il y a quelques jours, par l'un de nos acteurs politiques comme une interpellation sérieuse, me donnant l'opportunité de réaffirmer et de faire voir le rôle social

1 Certes, il est des philosophes « d'école », qui sont largement à côté de ce qui est légitimement attendu dans la société quant à leur pratique de la science philosophique. Par leur action évadée évasive, ils contribuent efficacement à nourrir le mépris à l'égard de la philosophie. Ainsi, s'il est effectivement soucieux d'échapper au reproche valide d'inutilité sociale, le philosophe est contraint d'apprendre à *bien philosopher*, pour contribuer efficacement aux efforts de bien-vivre de l'être humain en société.

éminent de la philosophie, de la *vraie philosophie*, qui est nécessairement *philosophie du bien et du juste*, et qu'il serait idiot de ne ni voir ni aimer. Car le bien et le juste, c'est ce qui est *beau*, c'est ce qui convient à l'homme, pour la *vie bonne* de l'être humain en société².

Comprise comme sage pensée profonde éclairée, la philosophie précède, soutient et guide l'action politique désirée humaine et socialement acceptable. Si le philosophe est correctement compris comme une personne réunissant maximale en elle les vertus de la science et de la conscience du bien et du juste à faire pour la société, alors il est aussi la personne la plus apte, sinon à gouverner, tout au moins à éclairer, à orienter, à infléchir l'agir du dirigeant de la république. Il ne peut y avoir de bonne gouvernance sans une bonne philosophie politique. Il n'y a point de bonne philosophie politique sans une vision claire et exacte des réalités, et sans en son sein la présence imposante et perpétuelle des valeurs morales.

Produire de la bonne philosophie inspirant une bonne gouvernance politique, c'est là la tâche fondamentale de toute vraie activité de pensée philosophique. Bien philosopher c'est, essentiellement, ne point demeurer indifférent face à ce qui désole son peuple, c'est partir des pleurs, des larmes, des souffrances de l'être humain, pour tenter de lui procurer, au minimum, quelque grain de joie d'exister.

Quand je vois l'impuissance totale des pays arabes, Palestine, Liban, Syrie, Yémen et autres, allègrement et quasi impunément détruits par l'État d'Israël, je me persuade, l'effroi dans le cœur, que cela sera probablement aussi notre tragique sort dans une trentaine ou une vingtaine d'années, ou peut-être moins, face aux pays agressifs voisins si nous ne changeons pas urgemment et radicalement notre conception de la vie politique, notre vision du pouvoir politique, et notre mode de gestion des biens communs de la République, si nous manquons de nous tourner vers une philosophie politique éthique pertinente. Quand je vois les troupes militaires rwandaises pénétrer dans le Congo comme un couteau dans du beurre et s'installer sur nos terres, exploitant bien tranquillement les ressources minières et forestières qui ne sont pas les leurs, je me fais l'idée, peut-être fausse, qu'il y a des failles graves en nous et que nous avons l'obligation absolue de faire que notre intégrité (territoriale et morale) soit urgemment rétablie et que jamais plus cela ne nous arrive, en l'occurrence, à partir d'autres parties du territoire national.

2 Il est vrai que la fonction sociale de la philosophie demeure, ici comme ailleurs, ou ici plus qu'ailleurs, non comprise par les populations et les intelligences moyennes ou distraites. Cependant, il existe de nombreuses études qui démontrent sa parfaite utilité ou qui argumentent, de façon convaincante, en faveur de l'importance de l'activité philosophique dans la vie des sociétés humaines. J'y suis personnellement revenu récemment, en particulier dans le deuxième chapitre (pp. 45-58) de mon ouvrage *Philosophie du droit politique pour l'État le meilleur*, Kinshasa, Presses de l'Université Catholique du Congo, 2022. Se situant dans la ligne de pensée platonicienne, la réflexion fait savoir que la philosophie est au fondement de toute bonne gouvernance politique des nations.

Aux côtés des autres sciences, la philosophie est aussi attendue contribuer à arrêter la tragédie, à aider l'homme à bien vivre. Pour y parvenir et désormais éviter sa répétition, il nous faut identifier les failles et, en tout premier lieu, la faille radicale majeure, à notre sens de nature interne. Et déjà aux yeux lucides, il apparaît que la plus grande faille est le *terrible déficit éthique* qui siège dans nos têtes et, principalement, dans les têtes et les cœurs de nos dirigeants politiques depuis le coup d'état militaire injuste et inutile perpétré juste cinq ans après notre indépendance politique, brisant la vision politique éclairée, vertueuse et patriotique antérieurement et judicieusement conçue et instituée par les dirigeants au sommet de la nation.

Il convient de féliciter et d'encourager les efforts déployés par Olivier Sambayi³ qui se donne la noble mission de devoir efficacement contribuer à la *moralisation de la vie politique et sociale* de notre pays en très grave désintégration morale continue. Il est clair en effet que le niveau de vie des valeurs morales diminue de façon dramatique et géométriquement exponentielle dans nos âmes et têtes politiques.

En dépit des efforts qui sont fournis par les structures publiques spécialisées comme Observatoire de Surveillance de la Corruption et de l'Éthique Professionnelle (l'OSCEP), la Cellule pour l'Innovation et le Changement des Mentalités (CICM), et autres ainsi que par des associations privées soucieuses du destin de notre pays, comme l'Institut de formation et d'études éthiques et politiques (Ifep), le mal de la corruption et des détournements continue de s'ancrer dans les esprits, de régner dans les mentalités, et de se généraliser dans les pratiques. La crise morale, mère de la crise économique et sociale, continue de s'approfondir en dépit de nos très belles intentions et proclamations plusieurs fois répétées. L'Association des philosophes moralistes zaïrois (Amoza), tout comme les philosophes des Facultés Catholiques de Kinshasa⁴ avaient déjà relevé la gravité de la situation et avaient alerté l'autorité politique sur la catastrophe économique et sociale qui se profilait à l'horizon si le redressement moral n'était urgemment entrepris.

Les *manifestations* ainsi que les *sources* de notre mal de déprivation politique sont déjà connues et sont clairement visibles. Je n'y reviens pas. Je me propose plutôt de : (1) indiquer la vision politique qui me semble la plus adéquate et susceptible de conduire à la bonne gouvernance ; (2) rappeler les grandes règles morales devant être prises en compte dans les sociétés humaines qui entendent s'organiser de la bonne manière ; (3) faire voir la

3 Le présent texte est une version légèrement remaniée d'un exposé fait à la conférence organisée, le samedi 5 octobre 2024, à Kinshasa, Hôtel Memling, par l'Asbl « Cercle Axiologique » dirigée par Olivier Sambayi, Assistant au Département de Philosophie à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Kinshasa.

4 Voir : Éthique et Société, Kinshasa, Faculté de Théologie Catholique, 1980 ; *Crise morale et vie économique au Zaïre*, Kinshasa, Association des Moralistes Zaïrois, 1986.

philosophie politique ou les principes que j'imagine indispensables à une gouvernance correcte désirable ; (4) noter les avantages de la vie morale ou l'importance de toujours faire ce qui est bien, ainsi que les conséquences fâcheuses qui découlent inévitablement du mépris des valeurs morales ; (5) tenter de faire voir les chemins ou outils concrets de lutte efficace contre le mal de la très grave crise morale qui assiège les têtes de notre République.

1. Entre trois visions du pouvoir politique : quel choix socialement pertinent ?

Depuis, tout au moins, l'avènement du machiavélisme ou des préceptes du penseur italien Nicolas Machiavel, il est acquis de considérer la politique comme une arène où luttent des gladiateurs enragés pour, chacun, ses intérêts de survie personnels qu'il lui importe d'obtenir et de conserver par tous les moyens possibles, par la force et par la ruse, par la violence et par la fourberie⁵.

La question sur laquelle j'entreprends ici de réfléchir concerne en fait *la place de l'éthique* (ou de la morale) *dans la vie publique politique* comme base nécessaire de notre décollage économique, social et culturel. En d'autres termes, il s'agit de savoir *quelle vision du pouvoir politique* il nous importe d'adopter et de cultiver si nous voulons devenir forts, prospères, sécurisés, souverains et heureux sur nos terres. Cette question implique de noter que la toute première décision fondamentale que le pouvoir politique doit prendre est, à l'issue d'une profonde réflexion rationnelle, la *révision dans nos têtes de notre vision du pouvoir politique*.

En effet, il y a, à mon sens, trois visions majeures ou trois philosophies du pouvoir politique dominantes : la première est la *vision machiavélique* (largement amoral) ; la deuxième, fille de cette dernière, est celle que j'appelle la *vision nombriliste* (égoïste et tribocentrique), et la troisième la *vision éthique* (soucieuse du service à l'autre au sein de la nation).

Quelle est, au Congo, la vision qui domine dans nos têtes politiques ? Comment voyons-nous la politique : un service à la nation ou, avant tout et largement sinon exclusivement, un service à nous-mêmes, à notre propre famille biologique et politique, égoïstement ? Quelle vision devrions-nous considérer comme la plus acceptable et la plus susceptible de conduire au développement de la nation, à la puissance, à la souveraineté et à notre dignité collective ?

Nos visions et opinions sont à coup sûr diverses et divergentes. Elles divergent suivant les angles de vue et les intérêts personnels. Mais ma position est claire et catégorique : *Aucune politique n'est ni fondée sur du solide ni humainement acceptable si elle ne prend les vertus morales pour*

5 P. NGOMA-BINDA, *Pouvoir et Moralité dans les Affaires Publiques*, Louvain-la-Neuve, Academia, 2021.

piliers-en-pierres de sa construction. De fait, tous les grands philosophes, concepteurs de nos idées et structures sociales les meilleures, sont unanimes à reconnaître la place centrale que doit occuper la morale dans la gestion des affaires publiques d'une République d'êtres humains dotés d'un minimum de bon sens⁶. On devra comprendre que la philosophie précède la vraie politique. Autrement dit, toute bonne gouvernance politique s'adosse à une bonne philosophie politique. Et la bonne philosophie politique est, absolument, celle qui est fondamentalement éthique. Les valeurs morales fondent et éclairent la vraie et correcte pratique politique. Une mauvaise philosophie fait naître une mauvaise gouvernance, comme toute mauvaise gouvernance est effet d'absence de bonne philosophie ou de vision correctement éclairée en amont.

Dans plusieurs de mes publications⁷, j'ai imaginé des principes constitutifs d'une philosophie génératrice de bonne gouvernance politique. L'idée de base qui est au cœur de ces réflexions est que, avec le philosophe allemand Emmanuel Kant, toute action politique qui se veut bonne, c'est-à-dire, véritablement au service du peuple, doit préalablement *courber le genou et relever le chapeau pour rendre hommage à la morale*.

Je veux dire que dans la politique nationale interne, tout au moins ou absolument, seule la vision éthique du pouvoir politique est valide et efficiente : une philosophie politique fondée sur le service efficace et sincère à rendre à chacun des citoyens et à la nation entière et, par conséquent, une vision du pouvoir politique alimentée par les valeurs morales. Toute vision nombriliste égoïste est tout aussi immorale et socialement désastreuse que la vision machiavélique du pouvoir.

Malheureusement, en Afrique et dans notre pays, la vision désastreuse est celle qui domine et forge nos destins de malheur. Si vraiment nous voulons émerger et nous développer, nous avons le devoir de placer les valeurs morales au centre de chacune de nos décisions et actions voulues nécessaires et intelligentes.

6 C'est ce que Kant laisse entendre quand il dit : « La vraie politique ne peut donc faire un pas avant d'avoir rendu hommage à la morale ». Voir Emmanuel Kant, *Vers la paix perpétuelle* (trad. de Jean Darbellay), Paris, PUF, 1974, p. 155.

7 J'ai publié plusieurs livres dans lesquels je traite cette question de la *nécessité de la morale dans la politique* comme principe d'action cardinal d'une nation intelligente aspirant à la puissance, à la prospérité et à la vie heureuse de ses citoyens. Il s'agit, entre autres, des livres ci-après : (1) *La Participation politique. Éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie, et de bonne gouvernance* (2005 ; 2020) ; (2) *Principes de gouvernance politique éthique... Et le Congo sera sauvé* (2009) ; (3) *Pouvoir et moralité dans les affaires publiques* (2014 ; 2021) ; (4) *Éthique des affaires économiques* (2015) ; (5) *Philosophie du droit politique pour l'État le meilleur* (2022).

2. Les grandes règles morales des sociétés humaines bien organisées : un rappel

Aucune vraie pratique politique ne doit se passer de la culture intensive et constante de la moralité, des valeurs morales. La morale est l'ensemble des idées de valeur et des règles de conduite humaine consensuellement tenues pour bonnes au nom de la raison et conduisant à l'avènement du bien favorable à toutes les personnes humaines toujours et déjà coexistant et menant leurs activités particulières dans un espace commun de vie. Elle est indispensable à la vie d'une société harmonieuse, tendue vers la coopération, la paix et la vie heureuse.

Il est important de se convaincre et de noter que « *la morale est la plus ancienne méthode que l'homme ait trouvée pour régler ses rapports avec les autres hommes ; on la rencontre à toutes les époques de l'histoire de l'humanité et sous tous les climats ; elle reste la base fondamentale de la conduite dans toutes les couches sociales* »⁸.

Pour rappel, une société bien organisée est fondée sur la *probité*, entendue comme vertu de conformité constante et stricte aux vertus morales que sont, notamment :

(1) *La justice* : la culture du sens de justice implique d'éviter l'injustice, de toujours donner à chacun ce qui doit équitement lui revenir ; il s'agit ici de la justice judiciaire mais surtout et beaucoup plus de la justice sociale distributive ; et à ce sujet, on notera que notre vision de l'allocation et notre manière de répartition des ressources et revenus communs aux citoyens et aux différentes couches de la population sont fondamentalement viciées, défectueuses, mauvaises, en tant qu'elles instituent des incohérences structurelles et des inégalités incommensurables entre les gouvernants et les gouvernés, entre les couches sociales hautes et les couches sociales basses ;

(2) *L'honnêteté* : est la vertu qui consiste à dire et à faire toujours ce qui est vrai, bon et juste, en s'abstenant des mensonges, des ruses et des promesses de démagogie politique cynique ;

(3) *Le respect* des droits de l'autre : il est interdit de léser le droit à la vie de l'autre personne, et de violer, d'entraver ou de diminuer ses chances de bonheur, de vie agréable et longue, etc. ;

(4) *L'intégrité morale* : chaque vrai bon citoyen doit faire preuve de cette vertu qu'est la grande capacité de résistance à la tentation et aux pressions à commettre le mal : le vol, la corruption, les détournements, les injustices, et autres abus abjects.

Ces vertus et valeurs sont bien explicitement prescrites dans *Les Commandements de Dieu* édictés par Moïse, dont certains valent absolument

8 Lubomir DRAMALIEV, « L'intellectuel devant ses responsabilités morales et politiques », *Diogène*, n° 95, 1976, pp. 47-48 (c'est moi qui souligne).

et doivent être appliqués dans la sphère politique, notamment les quatre règles fondamentales ci-dessous : (1) *Ne volez point* : chacun doit comprendre que les biens d'autrui sont sacrés, que les biens de la République appartiennent au peuple tout entier, et que le vol est un mal qui fait profondément mal au peuple propriétaire injustement dépossédé ; (2) *Ne tuez pas* : toutes les bonnes constitutions politiques à juste titre énoncent la sacralité de la vie humaine, en l'occurrence l'assassinat des adversaires politiques est un crime qui mérite la sanction punitive équivalente ; (3) *Ne convoitez pas les biens d'autrui* : les abus de pouvoir à éviter sont courants, depuis par exemple le Roi David qui fait tuer son vaillant militaire Urie pour s'approprier sa jeune femme Betsheba ; (4°) *Ne commettez point de parjure* : ce dernier commandement veut dire, sur le plan politique, qu'un vrai dirigeant doit s'interdire de renoncer à son serment, à ses engagements, à ses responsabilités. Autrement dit, quiconque accepte une charge politique doit s'obliger à bien l'accomplir et à répondre éventuellement de son échec ou de ses fautes et défaillances.

Toutes ces règles se résument dans le principe que les philosophes moralistes nomment la règle d'or de la morale. Elle est *d'or* (de diamant, ou peut-être de cobalt ou de coltan aujourd'hui), c'est-à-dire, de très grande valeur, parce qu'elle est la plus humainement et socialement englobante. Elle dit : « *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudrez pas qu'on vous fasse !* ». Cette règle nous vient de la plupart des grands enseignements philosophiques et religieux, notamment de Confucius et de Jésus Christ.

Ces règles morales, valables dans la vie sociale des relations interhumaines, sont aussi valables et indispensables dans les relations et actions politiques au sein d'une communauté nationale. Mais il y a un champ plus étendu de principes qui sont absolument indispensables dans le cadre de l'agir politique. Leur défaut ou leur absence engendre le chaos.

3. Les principes cardinaux de la gouvernance politique éthique désirable

Je vois dix principes, d'ordre essentiellement éthique, qui me semblent cardinaux ou fondamentaux (comme les dix commandements de l'église), et qui sont constitutifs de la bonne gouvernance politique : une gouvernance effectivement au service de la nation et de chacun de ses habitants. Ces principes sont soit voisins soit découlent des règles morales fondamentales ci-dessus évoquées.

Primo :

Le principe de probité absolue : comme nécessité d'agir en tout temps et en toute circonstance, dans le domaine de la politique nationale, en conformité aux vertus morales, en pensant toujours au bénéfice que la décision qu'on s'apprête à prendre ou l'action qu'on veut entreprendre

produirait pour la communauté nationale et, donc, pour les compatriotes. Rien ne doit être ni décidé ni entrepris qui est nuisible aux intérêts des compatriotes et de la patrie.

Secundo :

Le principe d'équité ou de justice raisonnable : impose de donner à chacun la juste part qui doit lui revenir dans la répartition des revenus de la nation selon ses mérites, sa dignité et son droit à la vie bonne. Le respect du principe de justice sociale est le fondement d'une société bien organisée, faisant accéder à l'harmonie et à la paix sociale.

Tertio :

Le principe de citoyenneté patriotique : que j'entends comme exigence de conformité absolue aux lois et règles justes de la République (spécialement les dispositions de la Constitution nationale ; de la Loi relative à la Conduite des Agents publics de l'État ; etc.) concourant à la consolidation de l'unité des sentiments et de l'intégrité de la nation. Il est interdit au citoyen de faire quoi que ce soit qui nuise à sa patrie. Tout mal est une nuisance aux aspirations légitimes du bien-vivre des citoyens.

Quarto :

Le principe de compassion empathique : qui veut dire l'impératif d'ouverture altruiste aux couches de la population défavorisées qui souffrent. En tant que service à rendre à l'ensemble de la communauté nationale, la politique ne doit point admettre une quelconque forme d'exclusion, de discrimination et d'abandon ou d'indifférence à l'égard d'une catégorie de citoyens en difficulté sur le plan des conditions de vie. Il s'agit de se mettre dans la peau de l'autre, de ressentir la même souffrance que celle qu'endurent les autres dans les conditions difficiles qui sont les leurs. Ce principe de compassion peut donc aussi être vu comme le *principe de non-égoïsme* ou d'altruisme. Un véritable dirigeant politique est une personne généreuse, ouverte et attentive à la souffrance de l'autre, des pauvres, des défavorisés de la société.

Quinto :

Le principe d'éthique intergénérationnelle : une bonne politique s'oblige à la nécessité d'agir dans l'intérêt de tous les enfants de la nation, filles et fils d'aujourd'hui et du futur, les arrière-arrière-petits enfants des générations des temps à venir. Le principe d'*intergénérationnalité* impose le devoir de travailler à garantir une vie bonne à ceux-là qui doivent ou devraient venir après nous. On notera qu'il s'applique dans le domaine économique et social sous la forme de principe de responsabilité sociétale, mais il doit aussi l'être dans le domaine politique, comme règle d'anticipativité. Une bonne et efficace action politique pose des actions qui soient durables tant pour les citoyens du présent que pour les citoyens des temps à venir. Les

enfants des temps futurs ont le droit de trouver, par les actions politiques au présent, tout au moins autant de possibilités de vie bonne que celles dont jouissent ceux du présent. Les présents n'ont le droit ni de tout épuiser ni de tout prendre pour eux tout seuls ; ils ont l'obligation de penser au droit à la vie bonne de ceux-là qui devraient venir après les adultes et la génération actuels.

Sexto :

Le principe de fière émulation positive : comme, en politique, regard constamment rivé sur soi et sur le niveau d'avancement des autres pays concurrents en besoins quasi semblables à devoir rattraper voire à devancer sur le plan de l'amélioration des conditions de vie des couches sociales les plus défavorisées. La vie des nations se situe inévitablement, comme celle des individus, dans un champ de la compétition positive. Une nation qui manque l'intelligence et la volonté de se mettre au pas de la course collective court infailliblement le risque d'être éliminée de la vie ou, en tout cas, de la jouissance des bienfaits des avancées intellectuelles, technologiques, économiques, culturelles et sociales du monde.

Septimo :

Le principe de conscience de responsabilité personnelle pondérée : vis-à-vis du destin heureux ou malheureux des concitoyens et de la communauté nationale, chacun doit être conscient de sa part de responsabilité, et le dirigeant politique bien plus que le simple gouverné. Il incombe au décideur politique d'être conscient que, dans la marche du pays, sa responsabilité est plus grande que celle du simple citoyen et que, en cas de défaillance, sa responsabilité doit être tenue pour plus grande et plus lourde que celle du citoyen à la base, ou au village. Sa défaillance entraîne une plus grande sanction négative. Il est faux de croire et de faire croire que « nous sommes tous responsables », de la même manière responsables d'une situation d'échec ou de débâcle ; tout comme on n'est pas *de la même manière* contributeurs à la victoire et au bonheur de la patrie.

Octavo :

Le principe d'intégrité morale : à entendre comme une grande capacité de *résistance maximale permanente* contre les tentations et pressions du malfaire contre les intérêts de sa patrie. Être intègre, c'est demeurer droit dans la ligne de ce qui est prescrit par la conscience saine, par la loi, par le règlement ou par la tâche à accomplir dans le cadre de ses responsabilités. On sait que le monde politique est un lieu de pressions, d'envies et de tentations (d'abus ou de méfaits) perpétuelles énormes et redoutables. Seul est digne d'être honorable ou excellent l'acteur politique qui, de toutes ses forces, résiste au mal, qui refuse de tomber dans le mal de commission d'actes de corruption, de vol, de détournements, d'injustices, de favoritisme, d'exclusion, ou de haine.

Nono :

Le principe de méritocratie : en ses deux versants, le versant positif de la *récompense* des mérites, et celui, également positif, de la *non-impunité* ou de l'infliction de la sanction sans complaisance *erga omnes* (emprisonnement, confiscation de tous les biens du coupable, inéligibilité pendant deux ou trois mandats consécutifs). Une gouvernance politique correcte applique la règle de l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, et encourage et incite les méritants à aller plus loin par l'institution de mécanismes de promotions, de prix d'excellence, de cérémonies d'octroi de distinctions honorifiques ; en même temps, elle appelle à la conduite civique et bonne par la sanction de la moindre défaillance volontaire ou même involontaire.

Decado :

Le principe de la non-nuisance à l'autre : ou la règle d'or de la morale comme obligation de ne point faire à autrui ce qu'on ne voudrait jamais subir soi-même ; ou, positivement, obligation de faire à autrui ce que soi-même on souhaite qu'on fasse pour soi. Ce principe cardinal couronne les grandes règles morales de toutes les sociétés solidaires, bien ordonnées, heureuses et puissantes. Un dirigeant politique qui ne veut pas être injustement accusé et mis en prison ne doit point accuser ni emprisonner injustement les autres. Un acteur politique qui ne veut point être un jour affamé doit s'interdire d'affamer les autres personnes.

4. Des avantages de la vie morale et de son contraire

Nous n'avons aucune réelle chance de nous en sortir, de prospérer et de vivre en paix, heureux et longtemps si nous refusons d'aimer la philosophie. Le refus de la pensée philosophique est le premier geste du suicide d'une société humaine. La pensée philosophique correcte est porteuse et indicatrice des valeurs morales indispensables à la vraie vie des personnes en société. Concrètement dit, toute action de gouvernance qui ne prend pas en grande considération les principes cardinaux d'éthique politique désirable est inévitablement défectueuse et a des conséquences désastreuses tant sur l'état présent de la nation que sur l'avenir des générations futures, proches et lointaines.

De l'avantage de toujours faire ce qui est bien pour l'autre et pour la nation

On ne saura jamais correctement évaluer quantitativement les bénéfices de l'agir moral tant sur le plan politique que sur le plan économique et social des individus et des sociétés. Mais tous les esprits éclairés savent qu'*aucune société ne peut ni exister, ni progresser ni connaître une vie harmonieuse et pacifique sans la présence des valeurs morales*. Même la science ou l'intelligence des choses est nécessairement superficielle et fragile si elle ne repose, en fondation solide, sur la conscience morale. La

morale est indispensable dans la pratique d'une bonne politique. Pour toute intelligence éclairée, l'importance des valeurs morales est, en politique, irrécusable⁹.

Avec la devise de toute bonne université, on a donc pleinement raison de considérer que la conscience doit briller en même temps que la science (*Scientia splendet et Conscientia*). Comme toute « science sans conscience n'est que ruine de l'âme », toute *gouvernance sans science et conscience, sans philosophie*, mène inévitablement la nation à la ruine. Les vertus morales sont la fondation et le ciment de toute bonne gouvernance politique. La vertu d'honnêteté construit des relations harmonieuses ; la vertu de justice engendre la paix (*opus justitiae pax*) ; l'esprit du bien enrichit le bien et donne vie, tandis que l'esprit du mal enrichit le mal et détruit la vie¹⁰.

Un pays doté de grandes ressources naturelles et humaines accède infailliblement au développement et à la puissance s'il place les valeurs morales et civiques au cœur et au fondement de toutes ses actions politiques et juridiques. Du reste, les règles juridiques ne sont valides et bénéfiques que si elles sont construites à base de vertus morales générées, définies et déterminées par l'esprit philosophique.

Des conséquences fâcheuses du mépris des valeurs morales

Le mal est l'inverse du bien. Les conséquences du mal moral de corruption et des détournements sont très nombreuses, extrêmement graves, et durables voire irréversibles pour les nations non moralement énergiques. Les sceptiques peuvent bien en douter, les gangsters politiques s'en foutre, et les inciviques s'en moquer. Mais si on veut réellement se rendre compte de l'ampleur des désastres d'une vie sans morale, il suffirait de supprimer les règles morales fondant le contrat social dans l'existence des individus et des institutions. Le chaos s'installe inévitablement là où les lumières de l'éthique s'éteignent ; et la loi du plus fort et du plus malin voleur règne inéluctablement quand les vertus morales sont soit marginalisées soit mises à l'écart de la pensée et du comportement de l'homme politique.

Mêmes insidieuses ou cachées, les conséquences de l'immoralité sont toujours ressenties et sont visibles soit immédiatement soit à plus ou moins long terme.

9 Benoît GIRARDIN, *Ethics in Politics. Why it matters more than ever and how it can make a difference*, Geneva, Globethics, 2012 (*L'éthique : un défi pour la politique. Pourquoi l'éthique importe plus que jamais en politique et comment elle peut faire la différence*, Genève, Globethics.net, 2014).

10 On dira sans doute, dédaigneusement ou ironiquement, que « c'est là de la philosophie ! » ; mais je réponds : c'est là, justement, de la bonne philosophie, comme science et conscience, intelligence soutenue par des vertus morales, et qui est indispensable à toute pratique politique bonne et efficace.

La première grande conséquence fâcheuse immédiatement visible de l'immoralité politique est l'émergence de *la pauvreté et, donc, de la faiblesse, de l'impuissance* de la nation sur tous les plans. Les détournements des deniers publics entraînent le délabrement des routes terrestres, l'absence dans le ciel des avions publics de transport, les naufrages continuels de bateaux de fortune, la faim cruelle continuelle des pauvres citoyens, l'amaigrissement des salaires des enseignants et des fonctionnaires, etc. L'immoralité politique engendre et entretient le sous-développement des nations. Une nation est pauvre et impuissante face aux assauts externes si ses citoyens sont pauvres.

Mais sommes-nous suffisamment *conscients*, dans notre pays, que, par le détournement continu des biens communs, nous nous appauvrissons, nous nous rendons faibles, très faibles dans un monde où les individus et les nations, loin d'être des anges et même loin d'être refreinés par ce qu'on appelle la « communauté internationale » ou les « nations unies », sont plutôt incurablement versés voire incités à l'hostilité, à des violences et à des prédatons carnassières les uns à l'égard des autres, des forts sur les faibles ? Sommes-nous véritablement *conscients* que nous devons être forts, efficacement résistants, si nous voulons effectivement survivre et protéger nos terres et biens intensément convoités ? Sommes-nous *conscients* que toute force de dissuasion et de résistance conséquente résulte de la manière d'engendrement, d'entretien et d'usage des ressources à notre disposition, principalement les ressources humaines comme vertus intellectuelles et morales ? Notre manière de rechercher notre développement, notre puissance, et notre souveraineté, est-elle vraiment pertinente, juste et efficace ?

En tout cas, par nos pensées, nos actions et nos omissions, par notre vision défectueuse de la chose politique, il s'avère que nous sommes de « terribles pécheurs » (comme l'a dit le Pape François à propos de l'un de ses ministres célèbres) ; il s'avère que nous sommes soit profondément distraits soit idiotement inconscients face à notre destinée commune, qui est inévitablement tragique si, aveuglément, par le vol, par les détournements et par l'extension toujours plus grande et plus profonde des injustices et des inégalités, nous continuons à nous rendre nous-mêmes incapables de faire mieux, incapables de progresser, incapables de construire et d'asphalter nos routes, incapables de donner à notre armée protectrice une plus grande puissance dissuasive et défensive, incapables quasi de tout.

La deuxième grande conséquence du mal, consécutive à la pauvreté et à l'impuissance, est le *danger de disparition imminente de la nation* du fait du chaos généralisé plaçant le pays aux abords du gouffre, du laxisme, de l'insouciance, de l'ignorance.

Savons-nous assez que dans l'histoire humaine, de nombreuses nations ont été vaincues et avaient facilement disparu de la terre à cause de l'immoralité et du laxisme de leurs dirigeants, des évaporations de l'esprit dans les plaisirs du corps, des alcools, de la danse, du sexe, et des extrêmes avidités de gain d'argent personnel, finissant jusqu'à amener à la trahison facile et volontaire de son propre pays ? Savons-nous assez que le mal qu'un individu fait, en croyant se soustraire seul à la misère par le vol, par les détournements, se répercute inévitablement sur les autres, sur la communauté nationale et aussi sur lui-même ?

Comment en sommes-nous arrivés à ne point voir que le vol est un mal, que le détournement des biens communs est une funeste abomination, et que loin d'être un signe de fierté et de gloire, la jouissance dans l'impunité de l'argent volé est un haut acte de destruction volontaire de sa propre patrie ? Comment se fait-il que le dirigeant politique détournateur arrive à ne plus savoir qu'on ne se sauve jamais seul quand une catastrophe totale s'abat sur la nation entière et que tous ses biens seront avec lui détruits, emportés, engloutis définitivement ?

La troisième grande et terrible conséquence insidieuse de l'immoralité des dirigeants politiques est la *désintégration progressivement complète de la conscience nationale et patriotique*. L'immoralité d'égoïsme et de tribocentrisme (de centration de l'intérêt sur sa seule et propre tribu biologique et politique dans le partage des postes et des privilèges) de la part des dirigeants émousse le sentiment d'empathie, de compassion, et fait mourir le sens de la cohésion nationale, de la solidarité et du patriotisme. Comprendons-nous vraiment que l'accroissement des injustices et des inégalités salariales engendre inévitablement des sentiments de délaissement, de frustrations révoltantes, et des désirs de désunions ? Sommes-nous conscients que les écarts abyssaux des salaires sont une grave injustice destructrice du patriotisme et de l'union nationale pourtant ardemment souhaitée ?

En somme, c'est de l'absence du sens éthique de la honte et du bas niveau d'intégrité morale des acteurs politiques que résulte *l'appauvrissement de la nation*. Quand des centaines de millions de dollars sont allègrement détournés quasi mensuellement¹¹ par ceux-là qui ont une parcelle de pouvoir de gestion des biens communs de la république, nous sommes obligés de comprendre qu'ils n'ont point encore compris, ni entièrement ni suffisamment, ou ne veulent point comprendre, que *tout acte de corruption, de vol ou de détournement des biens et deniers publics affaiblit gravement le pays, et handicape voire annihile ses chances de développement, de puissance, de victoire, de respectabilité et de dignité*.

11 Les stratégies et formes de détournements des deniers publics sont extrêmement nombreuses et variées. L'une des plus récentes formes révélée concernerait des « jetons de présence » de plus de dix millions de dollars pour des agents publics de l'État qui auraient mené des négociations dans un contrat minier entre la Chine et le Congo.

L'immoralité engendre et renforce la vulnérabilité de la République, des citoyens et aussi des dirigeants eux-mêmes, même si les voleurs parmi ces derniers vont cacher les millions et les milliards détournés dans des pays étrangers. Et, bien logiquement, la vulnérabilité de la nation profite aux autres, spécialement aux prédateurs capitalistes occidentaux, orientaux et africains cyniques sans cesse à l'affût de notre idiotie éventuelle, de toute distraction ou de la moindre baisse d'attention de la part de nos dirigeants insouciantes, inconscients, ultra-cupides et même volontiers complices, allant jusqu'à la trahison de leur propre pays. Quiconque détourne les biens de son pays et va les loger à l'étranger commet à son égard et au sien propre un terrible acte de trahison punissable de la plus lourde sanction qui puisse exister dans l'imagination pénale des humains.

5. Des chemins et outils de lutte efficace contre le cancer de la crise morale

Nombreux, anciens et nouveaux, les outils et structures de lutte contre la dépravation morale des acteurs politiques existent depuis, au moins, « le mal zaïrois » naguère diagnostiqué par le guide et magistrat suprême de la nation en personne. Mais devant la persistance voire l'aggravation exponentielle du mal, il devient indispensable de renforcer la lutte. L'avènement d'un degré élevé de volonté de pureté morale dans les affaires publiques est possible en dépit du caractère supposé viscéralement machiavélique du monde de la politique. La pureté morale réclame, de la part des dirigeants politiques, une plus haute et visible capacité de détermination, de courage, et d'amour patriotique. Quelques décisions-actions fortes concrètes, parmi plusieurs, sont susceptibles de faire accéder à un plus haut degré de pureté morale.

1. Si nous voulons voir notre gouvernance politique s'améliorer, et nous amener au développement, à la puissance, à la sécurité, à la paix et à la vie heureuse, il nous faut créer *des lois justes et adéquates* ou expurgées des clauses injustes, ainsi que des structures efficaces destinées à faire exister les vertus morales dans l'agir politique et dans la société. Ceci implique la nécessité de réformer, entre autres, les lois relatives aux privilèges et aux immunités des acteurs politiques, en place et anciens.

2. Ce serait une grave erreur de ne point donner une éducation adéquate (intellectuelle, morale, civique) rigoureuse à tous. La formation à la discipline militaire de tous les jeunes, garçons et filles, sortant de l'école secondaire est une des pistes qui mène à la conscience patriotique et à la puissance de la nation. Le service civique et militaire est une importante voie de discipline des consciences.

3. Il est question de faire régner une *discipline de fer* voire dictatoriale dans la conduite et la gestion des affaires publiques par les dirigeants politiques, lesquels sont attendus devoir montrer le bon exemple (la

conformité et l'obéissance aux lois et règles ; l'intégrité morale, etc.) car, sauf avis contraire des « ichtyologues » (des spécialistes de la science des poissons ou de la pratique pisciculture), c'est bel et bien par la tête que le poisson commence à pourrir, et non par la queue.

4. Il est indispensable de faire *accéder au pouvoir les seuls dirigeants purs et durs* étroitement surveillés par le peuple (à travers de bonnes élections, impartiales, non injustes, transparentes, de zéro-tricheries, etc.). Il est nécessaire de réformer les lois qui favorisent la mal-élection des dirigeants détenteurs du sort de chacun des citoyens (spécialement les élections aux suffrages universels directs, dont il est particulièrement difficile de combattre la corruption, les tripatouillages et les fraudes).

5. Il est indispensable d'instituer des *Comités et des bureaux éthiques* dans toutes les entreprises et toutes les institutions publiques (comme outils de surveillance du degré éthique et de rappel constant à l'ordre éthique).

6. Le bannissement strict de l'*impunité* est l'outil le plus efficace contre le mal du pourrissement moral en politique : la sanction sans complaisance proportionnellement la plus forte (je le répète, comprenant la confiscation universelle des biens des coupables, l'emprisonnement ferme - de 30 ans - en conformité au principe de la juste proportionnalité de l'infraction commise ; et l'inéligibilité pour deux ou trois mandats) est une exigence fondamentale inductrice de moralité et de bonne gouvernance politique.

Conclusion

1. Toute bonne gouvernance s'assoie sur une bonne philosophie politique, d'essence éthique. Nous devons bien nous rendre à l'évidence que le Congo, notre pays, n'avance pas ou, si l'on veut, n'avance pas assez. Cette situation tragique est due non pas tant à un manque d'intelligence et de ressources naturelles qu'à une grave *insuffisance de ressources éthiques* dans nos têtes et dans certains de nos textes de lois.

2. Avec toutes les immenses ressources naturelles et humaines dont regorge le Congo, notre pays politiquement indépendant se serait déjà développé ou serait sur plus de la moitié du chemin vers son développement si nos cœurs, âmes et têtes contenaient un stock pareillement élevé de ressources éthiques.

3. L'ampleur du mal de faillite morale dans la sphère politique est telle que quiconque a vraiment un cœur de patriote ne devrait jamais demeurer indifférent. Les intelligences aiguës, pertinentes et autorisées sont appelées à forger et à faire accepter une philosophie de gouvernance politique éthique, une philosophie d'action politique à même de faire avancer plus efficacement et plus durablement le pays. L'élaboration d'une philosophie politique éthique devrait partir de la conscience de la

gravité du mal que l'on fait en commettant les détournements des biens communs de la république. Détourner les biens communs publics, sur fond d'avidité et d'égoïsme sordides, c'est causer un très grand tort à la nation. Le détournement est un acte abominable synonyme de trahison à la destinée commune désirée brillante et heureuse par le peuple. C'est pourquoi, dans des sociétés qui sont déterminées à faire du progrès et qui, donc, se dotent de dirigeants véritablement intègres et patriotes, le détournement et la corruption appellent les sanctions les plus sévères, y compris la peine de mort. On sait en effet que la peur de *la peine capitale* est le vrai commencement de la discipline morale la plus stricte.

4. Pour pouvoir décoller, nous avons l'obligation de passer de la vision machiavélique à la vision éthique du pouvoir politique, de la philosophie nombriliste à la philosophie solidariste du pouvoir.

5. Si nous voulons nous développer, et acquérir un degré suffisant de force de résistance redoutable et de dissuasion efficace contre toute force du mal, extérieure et/ou intérieure, nous devons préalablement être conscients, très sérieusement, que des nations et des civilisations peuvent facilement disparaître de la surface terrestre, ainsi que cela est arrivé dans le passé des peuples et des nations, et, spécialement, avec notre passé de peuples soumis à l'esclavage, à la déportation massive et soumis à des traitements inhumains d'indicibles cruautés dans des contrées lointaines.

6. Les dirigeants politiques ont l'obligation de savoir que, par la faute de leurs semblables, par l'absence d'essence morale, des nations se désintègrent et pourrissent comme pourrissent et se désintègrent des oranges dans un panier laissé aux rayons d'un soleil ardent. Comme Sodome et Gomorrhe, et comme la Rome ancienne et comme bien d'autres civilisations antérieures, le Congo peut s'effondrer sans peine et disparaître à jamais si ses dirigeants continuent à mener le peuple depuis la trajectoire de la superficialité de pensée, de l'inconscience, de l'égoïsme, de la distraction et du dédain des valeurs intellectuelles et morales. Sans nous voiler la face, nous devons avec lucidité voir et comprendre que le Congo, loin d'être « plus beau qu'avant », est en effondrement progressivement accéléré. Dès lors, nous avons le devoir d'agir au-delà des discours fanfaronnants, agir plus efficacement et très urgemment, si nous désirons éviter le cataclysme, le désastre général, en sachant que personne, ni gouvernant ni gouverné, ni riche ni pauvre, ne pourra être épargné des grandes affres d'une catastrophe totale, quand bien même les dirigeants tenteraient d'aller se cacher dans des paradis étrangers. Qui a, par égoïsme, volontairement mal travaillé, trahi, et/ou volé les deniers publics de son pays ne devra jamais être tranquille nulle part au monde. La justice humaine imprescriptible exige qu'il soit nuit et jour traqué, et être contraint à restituer les biens volés.

7. La vie, y compris et spécialement la vie politique, est une lutte perpétuelle entre le bien et le mal ; entre la volonté de vie (bonne) et l'instinct égoïste de domination sur l'autre. Le moindre choix pour le mal peut déterminer, de manière fatale et irréversible, la vie des individus et/ou d'une nation entière. Il est donc important de bien prendre conscience que *le mal détruit la nation, tout comme le bien l'élève et la rend forte*.

8. Le développement de notre pays ne commencera qu'avec le mariage indissoluble de la *science* et de la *conscience*, ou de l'esprit philosophique, de l'*intelligence*, de la *moralité* et de la *discipline* en toutes choses de la part de chacun des citoyens, en commençant par les gouvernants qui doivent donner l'exemple, en se donnant comme de vrais « corps constitués », des corps de *dirigeants patriotes purs et durs*.

9. Concrètement et en somme, nous sommes obligés de mener une sincère et vraie lutte efficace contre l'impunité, en empruntant, au minimum, les cinq chemins princiers suivants :

9.1. Le pouvoir politique a l'obligation de se donner la volonté de mettre effectivement en exécution l'article 99 de la Constitution congolaise (rendant obligatoire la déclaration des biens à l'entrée et à la sortie de fonctions politiques) en forgeant et en mettant sur pied des modalités concrètes pertinentes de son effectivité. L'État doit sanctionner durement (à la condamnation rigoureuse et sans complaisance) toute personne qui serait reconnue coupable de corruption, de vol ou de détournement. L'État se doit de frapper de non-éligibilité politique, pour deux ou trois mandats, toute personne jugée avoir commis un vol, un détournement, y compris le détournement de machines à voter. Il est indispensable de réaliser la confiscation "universelle" des biens (situés au pays et à l'étranger) de quiconque aura été jugé coupable (ses biens ainsi que ceux de ses parents, enfants, conjoints, neveux, nièces, etc., ayant été objectivement établis comme résultant de l'acte incriminé).

9.2. Il est important d'inculquer dans l'esprit de chaque citoyen *la conscience de l'excellence*, du fait que toutes les nations qui se développent, qui prospèrent et qui se dotent d'une redoutable et respectable puissance (militaire, économique, intellectuelle et culturelle) se donnent des dirigeants pétris au moins des trois valeurs fondamentales que sont : 1° une claire et ambitieuse *vision intelligente* des choses, des objectifs et de la direction à suivre par la nation ; 2° un haut degré de *pureté morale* en termes d'honnêteté, de sens de justice, de sincère disponibilité à rendre efficacement service aux compatriotes vivants et à venir ; 3° une franche et courageuse *détermination* en termes de sincère volonté forte à mener le peuple vers la vie heureuse, la puissance et la dignité. Le progrès d'une nation

réclame des dirigeants forts, courageux, purs et durs évoluant au sein d'un cadre juridique éthique pertinent, fort et solide.

9.3. Nous aurons compris qu'il n'y a point de bonne gouvernance sans une bonne philosophie politique. Une bonne philosophie politique est toute entière éthique.

9.4. Selon la raison saine, *toute révision des lois et des choses doit être précédée par la révision de notre vision du pouvoir politique*. À cet effet, les principes d'une vision correcte de notre existence et de notre futur dans le monde terrestre sont à établir, correctement, par des esprits éclairés patriotes, et doivent être rigoureusement respectés par tous, principalement par quiconque assume le pouvoir politique, pour le bien de tous et de lui-même.

9.5. Dans les eaux tempétueuses, turbulentes et violentes de la politique, la philosophie comme science et conscience maximales est un frein, une barrière qui entend empêcher le déferlement du mal total¹². Que, selon le vœu de Platon, philosophe grec ayant puisé plusieurs de ses idées en Égypte antique négro-africaine, nos gouvernants se convertissent et deviennent des philosophes, de vrais *corps constitués éthiques, des dirigeants purs et durs* ! Et que les ancêtres veillent sérieusement sur notre Congo de toutes parts agressé, de l'extérieur et de l'intérieur, et en danger de rendre l'âme entre les mains des seigneurs prédateurs lointains, voisins, et internes blottis au sein de nos institutions nationales et au cœur de nos vies, publiques et privées ! ■

12 Les valeurs que prône la philosophie, la vraie philosophie, ont pour rôle de tenter de refréner le mal. Toute vraie politique se réalise à base d'un droit fondé sur les valeurs morales (en France, depuis l'arrivée du Président Macron, une « Loi sur la moralisation de la vie publique » a été votée – une loi proche des préoccupations de l'article 99 de notre Constitution congolaise du 18 février 2006 – et on a institué la *Haute autorité pour la transparence de la vie publique*). On aura compris que Machiavel, dont l'esprit est toujours vivant, est néanmoins farouchement combattu. Si certains de ses principes peuvent aider contre les étrangers prédateurs convoiteurs de ses biens, ils ne permettent cependant pas une vie en commun à l'intérieur d'une nation qui se veut solidaire, bien ordonnée, disciplinée, puissante et prospère.